

« TENDANCES DE L'ORIENT »

La Résistance défend le Levant, face au gang de Bandar

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 19 AOÛT 2013

ENGLISH



Prince Bandar Ben Sultan, l'homme
fort d'Arabie saoudite

La Résistance défend le Levant, face au gang de
Bandar au service d'Israël

Par Ghaleb Kandil

L'attentat terroriste de la banlieue sud de Beyrouth, jeudi 15 août 2013, qui a fait 25 morts et 335 blessés, tous des civils innocents, porte l'empreinte de l'alliance entre Israël, les États-Unis et les takfiristes, ainsi que le gang de criminels conduits par Bandar ben Sultan au Mashreq arabe.

L'explosion a pris pour cible des gens ordinaires qui vauaient à leurs occupations, et ressemble en tout point aux massacres commis par l'aviation israélienne lors de la guerre de juillet 2006, alors que sur le terrain les résistants infligeaient des défaites cuisantes aux forces terrestres israéliennes.

Le but de ce crime barbare est de briser la volonté de résistance populaire, tout comme les raids meurtriers d'Israël pendant la guerre. Les gens ont rapidement répondu en réaffirmant leur attachement à la Résistance en tant que choix national transcommunautaire, englobant toutes les régions libanaises. Les propos touchant des familles des victimes juste après l'attentat de la banlieue sud en sont la preuve la plus éclatante. Cela a d'ailleurs toujours été le cas depuis le massacre de Bir el-Abed, commis par le renseignement états-unien pour tenter de briser la volonté du peuple qui s'est révolté contre l'accord du 17 mai 1983. La banlieue sud a résisté et a fait tomber l'accord de la honte et de l'humiliation, pavant la voie à la libération de l'an 2000.

L'agression israélienne contre le Liban a pris une autre forme, avec l'entrée en scène des gangs de Bandar. L'Arabie saoudite se comporte aujourd'hui en tant que direction régionale de l'alliance américano-israélo-takfiriste et Bandar est le chef des opérations de cet axe en Syrie, en Irak et au Liban. Le royaume wahhabite a ainsi acheté la décision européenne de placer le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes, participe activement au financement des campagnes politiques et médiatiques contre la Résistance et alimente les projets de discorde au Liban et l'agression colonialiste contre la Syrie. Les gangs de Bandar jouent un rôle essentiel dans les tueries et les exterminations pratiquées dans l'espoir de briser la Résistance de la Syrie et de son leader Bachar al-Assad.

Ce crime terroriste a été unanimement condamné et les Libanais ont pointé un doigt accusateur vers Israël. Mais certains ont omis de souligner la responsabilité directe de ces gangs takfiristes, à qui ils accordent une couverture sécuritaire, politique et médiatique, pour servir les intérêts d'Israël. Leur outil préféré est la discorde.

Mais cette discorde n'a pas lieu grâce à l'éveil de la population et à son sens de la responsabilité. Elle a échoué au Liban et en Syrie ces deux dernières et a été enterrée en Égypte, après que la résistance de l'État syrien eut permis de dévoiler le vrai projet d'hégémonie colonialiste, qui vise à effriter les sociétés arabes pour les affaiblir Israël.

Le partenariat entre la Résistance libanaise, conduite par sayyed Nasrallah et la Syrie, a été un des principaux facteurs qui ont fait échouer ce plan.

Ce partenariat a encore une fois été réaffirmé par sayyed Nasrallah, qui a révélé que le président Assad lui avait dit, lors de la guerre de juillet 2006, qu'il était disposé à déclarer la guerre à Israël et que l'armée syrienne était prête à participer aux combats.

Aujourd'hui, ce partenariat s'illustre par la guerre menée conjointement contre les terroristes takfiriste en Syrie où l'engagement du Hezbollah a eu les conséquences suivantes :

- ▶ 1. La consécration de l'équation de la force libanaise face à Israël, grâce à la coopération et la coordination entre la Résistance et l'armée syrienne. Damas a livré au Hezbollah des armes susceptibles de briser l'équilibre.
- ▶ 2. La présence du Hezbollah en Syrie signifie que le front lors de toute prochain guerre avec Israël s'étendra de Naquoura, au Liban, jusqu'aux frontières syriennes et jordaniennes.
- ▶ 3. Le Hezbollah a introduit en Israël son expérience dans la guérilla, ce qui constitue une contribution de taille dans l'effort de restructuration de l'armée syrienne, entamé par le leadership syrien. Cette restructuration, qui est un mélange entre les technique de la guerre classique et la guérilla, est la raison du changement stratégique sur le terrain.

Après l'attentat terroriste de la banlieue sud, sayyed Nasrallah a promis à la population une nouvelle victoire face au projet criminel et destructeur. Cette promesse se base sur des vérités solides, sur des capacités réelles, sur une volonté inébranlable et sur un soutien populaire sans faille.

Sayyed Nasrallah a parlé en tant que leader d'une résistance qui lutte pour libérer la Palestine et les peuples de la région des gangs takfiristes. Ces derniers ne sont qu'un outil entre les mains de l'Occident et de ses agents régionaux, notamment de l'Arabie saoudite. Ce projet est voué à un échec certain.

Déclarations et prises de positions

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

« À chaque fois que l'ennemi se trouvait dans l'incapacité de vaincre la Résistance, il frappe ses partisans. L'ennemi considère

que c'est notre point de faiblesse et ceci est un facteur dont nous devons être fiers. Ceci démontre que la relation est très intime entre la Résistance et son peuple. Ce n'est pas le cas des combattants importés des quatre coins du monde. L'entente d'avril 1996 a réussi à imposer une nouvelle équation efficace pour protéger la population libanaise. Celui qui a commis l'attentat d'hier planifiait de faire le plus grand nombre de victimes parmi les civils. La charge explosive pesait beaucoup plus que 50 kg. Tant qu'il existe un groupe qui refuse de se soumettre aux diktats, il va payer le prix de ses choix. Certes, le Hezbollah ne va pas laisser les sinistrés, tout comme doit le faire l'État. Ce qui a eu lieu est une chaîne dans le maillon des incidents sécuritaires dans le pays. Ces derniers mois, des roquettes se sont abattues sur des régions dans la Békaa. Des groupes syriens ont revendiqué les attaques. Donc, les auteurs étaient connus, pas besoin de faire des investigations pour en dévoiler l'identité. Comme le Hezbollah a-t-il réagi ? Nous n'avons pas eu recours à des réactions instantanées et nous saluons la prise de conscience de la population. Lors de l'attentat de Bir el-Abed, d'aucuns ont accusé le Hezbollah d'avoir commis cet attentat pour renverser la table dessus-dessous et changer la donne au Liban. Ce sont vos services de renseignement qui agissent de la sorte. Mais vous n'allez trouver personne qui chérisse cette population plus que le Hezbollah. Selon les données disponibles, nous avons réalisé que l'auteur n'était pas Israël. La deuxième hypothèse est celle des groupes takfiris qui ont déclaré la guerre contre les chiites dès les premiers jours de la crise en Syrie. Mais là encore, nous avons trouvé cette hypothèse peu plausible. Quant à la troisième hypothèse, on a avancé qu'il s'agirait d'une partie tierce qui voudrait profiter de la conjoncture actuelle pour semer la discorde dans le pays. Tous les indices montrent que l'explosion d'hier est en relation avec ces groupes takfiris. Certains services de sécurité libanais nous ont informés que ces groupes préparent des voitures piégées en grand nombre pour les faire exploser dans la banlieue Sud. Actuellement, nous devons réaliser un objectif national pour empêcher que de telles explosions ne se reproduisent dans d'autres régions libanaises. Les explosions ne visent pas seulement la banlieue Sud de Beyrouth ni les régions chiites. Je m'adresse à tous les responsables pour leur

dire que le Liban est au bord du gouffre en cas de poursuite de ces explosions. Nous avons besoin de la coopération de tout le monde, de l'État et de la population. Il faut œuvrer sur deux axes :

- ▶ *1. prendre des mesures préventives conventionnelles comme les barrages, les fouilles. Toutefois, ces mesures sont loin d'être suffisantes pour mettre un terme aux attentats suicides ou aux explosions.*
- ▶ *2. le deuxième axe : Il s'agit d'œuvrer pour dévoiler, démanteler, arrêter et lutter contre ces groupes. En politique, nous pouvons poursuivre notre bataille.*

Mais laissons de côté les haines confessionnelles entre sunnites et chiites pour ne pas provoquer une discorde (...) Les auteurs ne sont ni sunnites, ni syriens, ni Libanais, ni arabes, ce sont des criminels. Ceux-ci ont tué des sunnites beaucoup plus de chiites. Dans l'attentat, il existe un martyr palestinien, des blessés syriens. Les criminels qui ont tué les fils de la famille Jaafar et Amhaz sont désormais connus par le nom et leur identité. Il est prohibé de tuer quiconque n'est pas responsable de ce meurtre, et toute réaction contraire provoquerait un problème plus compliqué dans la région de la Békaa-Hermel. Quant aux auteurs des attentats, je leur dis : Nous vous connaissons très bien, nos mains vous rattraperont certainement. Certes il revient à l'État de le faire mais là où l'État échoue, nous allons assumer nos responsabilités. Vous, les groupes takfiris, prétendez défendre le peuple syrien, mais vous êtes responsables en premier du meurtre de ce peuple syrien. Le Hezbollah n'a point commis de massacres en Syrie comme vous le prétendez. Aux meurtriers je dis : Sachez que les attentats contre nous ne nous ferons jamais fléchir. Espèce d'imbéciles, revoyez notre expérience pendant 30 ans avec les Israéliens. Si nous déployons actuellement 1 000 combattants en Syrie, ils seront 2 000 en riposte à vos attentats. Si nous avons 5 000 combattants en Syrie, ils seront 10 000. Vous frappez dans l'endroit inapproprié. Sachez que si la bataille contre ces terroristes nécessite que nous aillions tous, moi et tout le Hezbollah en Syrie, nous le ferons pour la Syrie et son peuple, pour le Liban et son peuple, pour la Palestine et sa cause primordiale. Soyez sûrs que vous êtes incapables de trancher la guerre avec nous. Nous trancherons la guerre. Cette guerre sera couteuse, oui, mais elle sera moins couteuse que

d'attendre les takfiris arriver à nos portes pour tuer nos familles et nous égorger comme les moutons. »

Michel Sleiman, président de la République libanaise

« Le Liban respecte strictement le principe des relations privilégiées avec la Syrie prévues par l'accord de Taëf, en empêchant que son territoire ne se transforme en zone tampon par laquelle des armes ou des combattants transitent vers la Syrie, ou bien en asile pour les combattants rebelles. L'accord de Taëf prévoit que nous ne portons pas atteinte à la sécurité de la Syrie et que la Syrie ne porte pas atteinte à la nôtre. La déclaration de Baabda protège le Liban et son unité, tandis que l'engagement du Liban dans une stratégie de défense le protège d'Israël. L'équation armée-peuple-résistance doit être gérée, et qui mieux que l'État est habilité à le faire, à condition que cette gestion ne soit pas unilatérale. Au nom de cette équation, je demande à toutes les parties de revenir à elles-mêmes et à la patrie. Appuyons l'armée, ne la trahissons pas. Ne lui compliquons pas la tâche en multipliant les groupes armés se conduisant à leur gré. Le potentiel national de l'armée, de l'État, de la résistance n'appartient pas à une faction ou une communauté ; ils sont propriété de la patrie, et c'est à elle de décider de l'usage de ce potentiel national. »

Tammam Salam, Premier ministre désigné du Liban

« À un moment donné, nous devons faire face à la réalité et former un gouvernement réaliste et non de fait accompli. Nous devons former un gouvernement d'intérêt national. Le vide au niveau du pouvoir exécutif est inutile. L'opinion publique a l'impression que le gouvernement sera formé entre aujourd'hui et demain. Cette idée manque de précision. Nous refusons le tiers de blocage et soutenons la rotation au niveau des ministères. Tous les Cabinets sont à caractère politique. Toutefois, certaines parties ont recourt à des classifications et descriptions du gouvernement. Je ne vois que l'utilité de la formation d'un Cabinet d'intérêt national. Les forces politiques ont le droit de penser à leurs intérêts. En contrepartie et en tant que Premier ministre désigné, je suis persuadé que l'intérêt national occupe la première place. Je ne profite certainement pas de l'absence du président de la Chambre des députés, Nabih Berry qui est un pilier fondamental de l'intérêt national. Ce dernier n'a

jamais arrêté ses pourparlers et n'admet pas l'isolement. »

Ali Abdel Karim Ali, ambassadeur de Syrie au Liban

« Les informations sur l'utilisation par l'armée syrienne des armes chimiques sont un gros mensonge. Le camp adverse a fait le maximum de ses moyens. Et la dernière chance accordée à Bandar ben Sultan vise à conserver un peu d'influence, à limiter les pertes et à améliorer les conditions des négociations. Les outils de Bandar se limitent à l'exacerbation des tensions sectaires en Syrie, en Irak et au Liban. Les hésitations à provoquer une discorde sectaire au Liban sont principalement due au fait que les pertes du camp adverse seraient très grosses. Les pressions sur le Hezbollah ne s'arrêteront pas et ne se sont jamais arrêtée. Le Hezbollah est comme la prunelle des yeux pour l'axe de la Résistance. S'il est pris pour cible, c'est comme si la Syrie était visée et vice versa. La décision européenne d'inscrire le Hezbollah sur la liste des organisations terroriste a pour but de priver graduellement la Résistance de sa légitimité, en prévision d'une attaque militaire contre elle. Mais cette décision a perdu sa valeur dès le premier instant. »

Événements

• L'armée libanaise encercle deux quartiers dans la région de Naamé et perquisitionne plusieurs maisons, rapporte l'Agence nationale d'information (ANI, officielle). Les voitures garées dans les quartiers d'al-Zaatari et d'al-Mrah sont également fouillées, ajoute la source. Deux jours après l'attentat de Roueiss, dans la banlieue-sud de Beyrouth, les forces de sécurité ont découvert dans la nuit de vendredi à samedi à Naameh, dans le Chouf, un véhicule rempli de 250 Kg de matières explosives. Selon l'ANI, la voiture était garée depuis trois jours dans le dépôt d'un immeuble près de la municipalité de Naameh et ce sont les habitants de cet immeuble qui ont signalé sa présence aux autorités. Le véhicule en question est de type "Audi" et contenait 5 boîtes de matières explosives, une grande quantité de nitrate (une matière hautement inflammable), ainsi que des fusibles et des détonateurs. Les

explosifs étaient plantés dans le coffre et les portes de la voiture, qui aurait été volée et avait une fausse plaque d'immatriculation.

- Une équipe de dix experts en armes chimiques des Nations unies est arrivée ce dimanche à Damas. Les enquêteurs, conduits par le Suédois Ake Sellstrom, doivent rester en Syrie pour une période de quatorze jours, qui peut être prolongée par consentement mutuel, selon l'accord conclu entre les Nations unies et le gouvernement syrien. L'Onu affirme que Damas a accepté les modalités qu'elle a proposées et qui assurent, selon l'organisation internationale, la sécurité et l'efficacité de la mission. Les experts enquêteront, lors de ce voyage, sur trois sites où l'utilisation d'armes chimiques a été rapportée par l'une ou l'autre des parties en conflit. L'un des sites est Khan al-Assal, près d'Alep dans le nord. Damas affirme que les rebelles y ont fait usage d'armes chimiques le 19 mars dernier, tuant au moins 26 personnes dont 16 soldats syriens.

- Les autorités russes ont estimé mardi que la conférence internationale sur la Syrie ne se tiendrait probablement pas avant le mois d'octobre. La conférence de Genève 2, dont la tenue a été proposée conjointement par la Russie et les États-Unis au début du mois de mai, est censée réunir autour d'une même table représentants du gouvernement de Bachar el-Assad et de la rébellion. Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Guennadi Gatilov, a expliqué que de nouvelles discussions préparatoires, prévues fin août, puis l'agenda diplomatique international en septembre ne permettraient pas sa tenue avant octobre au plus tôt. *« Il est improbable qu'elle ait lieu en septembre du fait de différents événements dont la 'semaine ministérielle' à l'Assemblée générale des Nations unies »*, a déclaré mardi le diplomate à l'agence de presse Interfax. *« Nous sommes favorables à ce qu'elle ait lieu le plus tôt possible, mais nous devons être réalistes sur les circonstances à même d'aboutir à ce forum »*, a-t-il ajouté. La semaine dernière, les ministres américains et russes des Affaires étrangères et la Défense se sont entendus sur la nécessité d'une relance de ces efforts diplomatiques sans pour autant préciser comment ils comptaient amener les belligérants à la table des négociations.

• Le ministre de la Défense, Favez Ghosn, a affirmé dans un communiqué que les services de renseignement militaires ont identifié au moins sept Libanais soupçonnés d'avoir piégé « *plusieurs voitures pour les faire exploser dans la banlieue sud de Beyrouth et dans d'autres régions libanaises* ». M. Ghosn a précisé que ce groupe avait préparé un premier attentat le 9 juillet dans la banlieue sud de Beyrouth, à Bir el-Abed. Les renseignements de l'armée, qui a arrêté un membre de ce groupe, ont permis d'identifier le cerveau de ce réseau, Omar al-Atrache. L'armée a identifié par ailleurs d'autres membres, dont des Syriens, qui ont tué trois soldats à un barrage en mai, tué trois chiites en juin et fait exploser une bombe au passage d'une patrouille de l'armée en juillet. Le ministre Ghosn a précisé que l'armée avait « *des indications précises concernant les parties derrière ces personnes, leur appartenance et leur nationalité (...) J'avais parlé dans le passé de l'infiltration d'éléments terroristes au Liban (...) et aujourd'hui, cela s'avère* », a ajouté le ministre. « *Le Liban commence à tomber dans les griffes du terrorisme et tout le monde doit être conscient de la gravité de la situation* », a-t-il dit.

• Le ministre des Affaires étrangères, Adnan Mansour, a déposé une plainte contre Israël pour avoir violé la ligne bleue le 7 août 2013 et s'être infiltré en territoire libanais à travers un champ de mines. « *Cela constitue une violation flagrante de la souveraineté libanaise, de la résolution 1701, de la loi internationale et de la charte des Nations unies, sans oublier que cette violation menace la paix et la stabilité internationales* », a-t-il soulevé dans la plainte. Le ministre Mansour a demandé à la délégation libanaise permanente à New York de remettre la plainte au secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon et à la présidence du Conseil de sécurité afin que cette dernière la distribue aux pays membres et la publie en tant que document officiel.

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)
Mohammad Ballout, Paris (14 août 2013)

Selon des sources concordantes, les évêques grec-orthodoxe d'Alep, Youssef Yazigi, et syriaque-orthodoxe de la même ville, Youhanna Ibrahim, auraient été tués vers la fin du mois de mai, un mois après leur enlèvement près de la grande métropole du Nord de la Syrie. Ces informations proviennent d'une enquête menée par des milieux de l'Armée syrienne libre proches de la 9ème division, active dans le secteur, et d'informations recueillies par des sources sécuritaires arabes auprès des services de renseignements turcs.

Selon des milieux de l'opposition syrienne, les ravisseurs ont exécuté l'un des deux évêques quelques jours après son enlèvement, alors que le deuxième prélat a été tué dans le courant du mois de mai.

La source sécuritaire arabe affirme que lors d'une réunion avec des responsables du renseignement turc, il y a deux mois, consacrée à l'affaire des neuf otages libanais détenus en Syrie, une question a été posée sur le sort des deux évêques. La réponse succincte du haut responsable était : « *Ils ont été tués.* »

Ces dernières heures, le débat sur le sort des deux prélats s'est exacerbé à un tel point que le ministère turc des Affaires étrangères s'est vu obligé de démentir leur présence sur le sol de la Turquie. Ce démenti est intervenu après une lettre publiée la semaine dernière par le patriarcat syriaque à Damas, demandant à tous les protagonistes de clarifier leur position au sujet de l'affaire des deux évêques.

Les yeux sont rivés sur les services de renseignement turcs du fait qu'ils ne sont pas loin de tous les enlèvements qui ont eu lieu à quelques kilomètres du lieu de passage de Libanais, de Syriens et d'Européens de différentes nationalités, enlevés sur le territoire syrien non loin de la frontière avec la Turquie.

Des informations recoupées indiquent que les deux évêques ont été enlevés par le groupe des « *Partisans du califat* », dirigé par Abou Omar le Koweïtien. Les ravisseurs étaient composés de huit jihadistes tchéchènes. Les « *Partisans du califat* » ont changé de nom, il y a quelques temps, pour prendre celui de la « *Brigade de l'islam* ». Abou Omar le Koweïtien dirige un groupe de Mouhajirine (combattants étrangers) composé essentiellement de 200 Tchétchènes. Il est d'origine chiite (son père s'est converti au sunnisme) et son vrai nom est Hussein Iari. Il a prêté serment

d'allégeance à Mohammad Rifaï, un ancien du jihad en Afghanistan, qui se trouve aujourd'hui à Londres, et qu'il considère comme le calife des musulmans.

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(14 août 2013)

Selon des sources bien informées, le dossier du rapt des deux pilotes turcs est plus compliqué que prévu, car il constitue une réponse aux événements de Syrie, et la partie turque n'ayant pas tenu les promesses faites à l'État libanais par le biais du ministre de l'Intérieur et du directeur général de la Sûreté générale. Des démarches ont été entreprises par le responsable du comité de coordination et de liaison du Hezbollah Wafiq Safa et le responsable du mouvement Amal, Hussein Ajami, auprès de la justice, concernant la détention de Mohammad Saleh, arrêté dans le cadre de l'enquête. Ces démarches ont été couplées d'une campagne médiatique visant à mettre la pression sur les services de renseignements des FSI, afin de saboter leur travail, ce qui susciterait des suspicions quant à l'implication de ces deux parties dans le rapt des ressortissants turcs.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche de la Résistance)

Nasser Charara (14 août 2013)

Ces dernières semaines, il a été plusieurs fois répété que la mise en œuvre de l'agenda du directeur des services de renseignement saoudiens, Bandar Ben Sultan, est coûteuse. Il a été dit que l'exécution des ordres du prince équivaut à une entrée, financée, au club de la destruction du Liban. La razzia des périphéries de Lattaquié, planifiée par Bandar pour montrer qu'il avait encore dans sa besace des surprises lui permettant de reprendre l'initiative militaire contre le régime syrien, a donné des résultats contraire. La base sociale sunnite, pour laquelle il prétend combattre, a été la plus touchée par cette offensive.

Ces dernières heures, les catastrophes qui ont ponctué la biographie de Bandar sont revenues en force dans la mémoire libanaise, à travers les contacts entrepris par de hauts responsables du 8-Mars avec plusieurs personnalités politiques. Ils leur ont conseillé de ne pas s'engager dans l'aventure de Bandar, qui a confié à Tammam Salam la mission de former un gouvernement de

fait accompli.

Un tel gouvernement nécessite deux types de signatures. La signature constitutionnelle est apposée par le président de la République Michel Sleiman, et la signature politique par le député Walid Joumblatt.

Au sein du 8-Mars, l'impression est que Sleiman signerait le décret d'un tel cabinet. Mais concernant l'attitude de Joumblatt, il règne une confusion, même si l'on a tendance à croire que le chef du Parti socialiste progressiste fera preuve de « *sagesse* ». M. Joumblatt a reçu un certain nombre de messages lui conseillant de ne pas s'embarquer dans l'agenda de Bandar quelles que soient les récompenses qu'il promet. Ces messages se basent sur le principe que le conflit actuel est indivisible. Les critères doivent être clairs lors de la prise des décisions, car « *Qoussair est plus grands que le Chouf et Aley réunis et ses sentiers politiques sont plus escarpés et plus dangereux* ».

Il est à noter que les messages vont dans plusieurs directions. L'incursion israélienne et la riposte de la Résistance inaugure un nouveau type de message brûlants, en parallèle aux préparatifs saoudiens à la bataille d'Alep, et aux préparatifs de l'axe de la résistance à y faire face sur le terrain et sur le champ régional.

La réponse au rôle indirect de la Turquie dans l'affaire des otages d'Aazaz fait également partie des messages brûlants.

Mais en dépit des « *conseils sérieux* » délivrés par ces messages, l'ambassadeur des États-Unis, Maura Conelly, a déclaré, devant des amis Libanais, que la décision de la formation du gouvernement a été prise et que la fumée blanche va bientôt sortir du palais de Beiteddine.

Ceci dit, il n'y a pas de garanties que le Parlement ouvrira ses portes pour accorder la confiance à un tel cabinet, partant du principe que toute séance d'où serait absente un des composantes essentielles du pays n'est pas conforme au pacte national. C'est exactement le même argument que celui qui a été invoqué par le 14-Mars ces derniers temps. Dans ce cas, Tammam Salam s'installerait au Grand sérail, car il est peu probable que Najib Mikati oserait s'opposer à la volonté saoudienne, mais les ministres, eux, ne pourront pas occuper leurs ministères. Le Liban sera alors face à deux gouvernement : le premier constitutionnel

mais ne jouissant pas de la confiance du Parlement, le second politique.

Al-Joumhouria (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Tarek Tarchichi (15 août 2013)

Le Hezbollah a le sentiment d'être la cible de campagnes et d'attaques visant à l'encercler et à l'isoler, et peut-être à l'anéantir, pour le punir d'avoir infligé des défaites à Israël en 2000, lorsqu'il a libéré le Liban-Sud de l'occupation israélienne, ou de l'avoir battu lors de la guerre de 2006. Son inscription sur la liste terroriste européenne et les appels à l'exclure de tout prochain gouvernement au Liban s'inscrivent dans ce cadre.

Partant de ces données, les connaisseurs du Hezbollah assurent que le parti fait face à ces campagnes qui devraient s'intensifier dans les jours, les semaines et les mois à venir. Le Hezbollah s'attend à ce que les pays du Golfe s'emploient à renforcer la campagne locale, régionale et internationale contre lui. Ils seraient même disposés à un « *marchandage secret* » avec le régime syrien à ses dépens. Mais le commandement du parti est convaincu que le pouvoir à Damas ne l'abandonnera pas, surtout depuis la bataille de Qoussair, à laquelle le Hezbollah a participé activement, et qui a donné les résultats que l'on sait.

Dans le cadre de la campagne qui le cible, le Hezbollah est déterminé à participer au prochain gouvernement conformément à la taille de la représentation des différentes forces au Parlement. Il refuse les équipes ministérielles sous les appellations « *cabinet neutre* » ou de « *fait accompli* », car il estime que ceux qui réclament son exclusion du gouvernement en cette période participent à la campagne qui le cible.

Les connaisseurs du Hezbollah indiquent que le parti a préparé des scénarios pour faire face à tout gouvernement formé par le président de la République et le Premier ministre désigné d'où ses représentants seraient exclus. Selon les mêmes sources, le Hezbollah n'accepterait pas un cabinet au sein duquel la représentation chiite ne serait pas significative, quelle que soit la compétence des ministres qui auront été nommés. S'il s'agit de technocrates ou de ministre non partisans, lui et ses alliés leur demanderont de démissionner immédiatement. S'ils sont membres

du 14-Mars, il est évident qu'ils ne démissionneront pas. Alors le Hezbollah, le Mouvement Amal et leurs alliés considèreront que ce gouvernement ne correspond pas à l'esprit de l'entente et du pacte national, car les chiites, et d'autres ministre peut-être, ne sont pas représentatifs de leurs communautés. Dans ce cas, il sera impossible à ce gouvernement de se présenter devant le Parlement pour obtenir la confiance. Le Hezbollah et ses alliés prendront comme prétexte des précédents lorsque la Chambre, présidée par Nabih Berry, n'a pas pu se réunir pour non respect du pacte national.

Malgré tout cela, les proches du Hezbollah ne s'attendent pas à une prochaine naissance du gouvernement, même s'ils ne l'excluent pas totalement.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News (Liban)

Source : « La Résistance défend le Levant, face au gang de Bandar », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 19 août 2013, www.voltairenet.org/article179866.html